Comité consultatif des communautés acadiennes

"Le Comité Acadien"

Acadian Communities Advisory Committee

RAPPORT ANNUEL

1991

Le Lieutenant-gouverneur de
l'Île-du-Prince-Édouard
L'honorable Marion Reid

Madame le Lieutenant-gouverneur,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel du Comité consultatif des communautés acadiennes (CCCA) pour la période du 1er janvier 1991 au 31 décembre 1991 et le rapport financier pour la période du 1er avril 1991 au 31 mars 1992.

Veuillez agréer, Madame le Lieutenant-gouverneur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le ministre responsable
des Affaires francophones,

Joseph A. Ghiz

Comité consultatif des communautés acadiennes
"Le Comité Acadien"
Acadian Communities Advisory Committee

L'honorable Joseph A. Ghiz
Ministre responsable des Affaires francophones
C.P. 2000
Charlottetown (Î.-P.-É.)
C1A 7N8

Monsieur le Ministre,

Je suis très heureuse de vous présenter le Rapport annuel du Comité consultatif des communautés acadiennes (CCCA) pour la période du 1er janvier 1991 au 31 décembre 1991 et le rapport financier pour la période du 1er avril 1991 au 31 mars 1992.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

La présidente,

Florence Hardy

Florence Hardy

92-07950/

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 1

MEMBRES DU COMITÉ 2

MANDAT 3

RÉUNIONS

- Réunions mensuelles 4
- Réunions des sous-comités 4
- Réunions extraordinaires ..... 4 et 5

RÉALISATIONS

- Entente-cadre Canada/Île-du-Prince-Édouard sur la promotion des langues officielles 6
- Accord de coopération et d'échanges Québec/Île-du-Prince-Édouard 7
- Accord de coopération entre les Provinces maritimes 7
- Minstre responsable des Affaires francophones 7
- Secrétariat des affaires francophones 7
- Stratégie de communication 8
- L'éducation en français à l'Î.-P.-É. 8
- Cours de préposé aux soins en établissement 8
- Services hospitaliers en français 8
- L'intégration économique des Maritimes 8
- Comités consultatifs de l'Île-du-Prince-Édouard 9
- Lignes directrices du Programme de développement culturel acadien 9
- Centre acadien du tourisme 9
- Représentations 9

DOSSIERS À SUIVRE

- Ententes bilatérales 10
- Santé 10
- Question constitutionnelle 10
- Renouvellement et évaluation de l'Entente-cadre 10
- Intégration économique des Maritimes 10

RAPPORT FINANCIER

- La période du 1er avril 1991 au 31 mars 1992 11

INTRODUCTION

Les membres du Comité consultatif des communautés acadiennes (CCCA) sont heureux de déposer au gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard le rapport d'activités du Comité pour la période du 1er janvier 1991 au 31 décembre 1991 ainsi que le rapport financier pour la période du 1er avril 1991 au 31 mars 1992.

Le but du présent rapport est d'informer le gouvernement provincial des diverses activités du CCCA qui ont eu lieu au cours de la dernière année et de le tenir au courant des questions qui font constamment l'objet de nos préoccupations.

Nous désirons exprimer notre reconnaissance au gouvernement provincial pour son appui à la cause francophone ainsi que pour les progrès réalisés jusqu'à maintenant dans la communauté francophone et dans son développement. Les nombreuses réalisations du gouvernement dans ce domaine au cours des dernières années sont la preuve de la reconnaissance par la province de la légitimité des demandes de la communauté francophone.

MEMBRES DU COMITÉ

Président :	Florence Hardy, Miscouche
Vice-président :	Robert Arsenault, région Queens centre/Kings est
Trésorier :	Edgar Arsenault, région Évangéline
Membres :	Melvina DesRoches, région Prince ouest Antoine Richard, région Évangéline Linda Giguère, région Queens centre/Kings est Diane Bernier-Ouellette, région Prince est Nicole Drouin, représentante des jeunes, jusqu'à avril 1991 Monique Bernard, représentante des jeunes depuis juin 1991
Membre d'office :	Réjeanne Gallant, secrétaire administrative

MANDAT

Le but du Comité consultatif des communautés acadiennes (CCCA) est de conseiller le gouvernement provincial sur la façon dont ses politiques et ses programmes répondent aux besoins précis des communautés acadiennes de l'Île-du-Prince-Édouard. Il sert aussi de point de repère pour l'ensemble des francophones insulaires afin qu'ils puissent consulter le gouvernement provincial au besoin.

Plus précisément, le Comité consultatif des communautés acadiennes doit :

- conseiller le gouvernement, par l'entremise du ministre, sur la manière dont ses politiques et ses programmes répondent aux besoins précis des communautés acadiennes de l'Île-du-Prince-Édouard;
- offrir un point de repère pour l'information fournie par les communautés acadiennes dans la réalisation et le développement des programmes;
- offrir un point de repère pour l'information fournie par les communautés acadiennes et pour la participation du gouvernement dans les initiatives de développement reliées précisément aux communautés acadiennes;
- suggérer des procédures d'évaluation pour les programmes et les services gouvernementaux qui sont dirigés vers les communautés acadiennes;
- assumer d'autres fonctions telles que déterminées par le gouvernement;
- recevoir des directives de la part du ministre et y répondre (le ministre nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil est responsable du Comité consultatif des communautés acadiennes);
- présenter au minstre un rapport annuel de ses activités pour la période du 1er janvier au 31 décembre et un état financier selon l'exercice financier du 1er avril au 31 mars.

RÉUNIONS

RÉUNIONS MENSUELLES

Au cours de l'année 1991, le CCCA a tenu huit réunions mensuelles avec un taux moyen de participation de 81,3 pour cent.

RÉUNIONS DES SOUS-COMITÉS

Le CCCA consiste maintenant en cinq sous-comités : mandat/loi, culture/tourisme, éducation/jeunesse, politique/économie ainsi que services hospitaliers et autres. Les sous-comités du CCCA ont tenu huit réunions au cours de l'année 1991 avec un taux moyen de participation de 83,3 pour cent.

RÉUNIONS EXTRAORDINAIRES

Voici un résumé des huit réunions extraordinaires tenues au cours de la période que couvre le présent rapport.

Rencontre avec la Société Saint-Thomas d'Aquin

Le 16 janvier 1991, les membres du CCCA ont rencontré les membres de la direction de la Société Saint-Thomas d'Aquin (SSTA) pour discuter des sujets suivants :

- l'Entente-cadre Canada/Î.-P.-É. sur la promotion des langues officielles;
- les compressions budgétaires à Radio-Canada;
- l'avenir des services en français à l'Î.-P.-É.;
- la représentativité acadienne de l'Île à l'extérieur de la province.

Forum des citoyens

Les membres du CCCA se sont réunis le 26 mars 1991 avec Monsieur Paul D. Gallant, animateur francophone de l'équipe du Forum des citoyens de l'Î.-P.-É. pour exprimer leur préoccupation à l'égard de l'unité nationale.

Rencontre avec l'honorable Léonce Bernard

Le but de cette rencontre du 14 mai 1991 était de présenter le plan d'action du CCCA à Monsieur Léonce Bernard, ministre responsable des Affaires francophones. L'on y a discuté des points suivants :

- l'avenir des services en français à l'Î.-P.-É.;
- le dossier constitutionnel du pays
- la tenue d'une consultation auprès de la communauté francophone pour préparer le renouvellement de l'entente-cadre.

Rencontre sur la Réforme gouvernementale

Le but de cette rencontre du 14 mai 1991 était de s'informer davantage sur le projet de la réforme gouvernementale de notre gouvernement provincial. L'on y a discuté des points suivants :

- les objectifs du projet de réforme gouvernementale;
- un aperçu des discussions qui prennent place dans divers secteurs et des étapes du processus de réforme;
- une élaboration du secteur jeunesse.

Rencontre avec le Comité spécial provincial sur la Constitution du Canada

Le CCCA a présenté un mémoire au Comité spécial provincial sur la Constitution du Canada le 28 mai 1991. Ce mémoire contient les préoccupations et les aspirations de la communauté francophone en ce qui concerne la constitution canadienne.

Rencontre avc le Comité mixte spécial sur la Constitution canadienne

Le 4 octobre 1991, les membres du CCCA se sont réunis avec ceux de la direction de la SSTA pour élaborer un document qui reflète les préoccupations et les aspirations de la communauté francophone par rapport aux 28 propositions fédérales sur la réforme constitutionnelle. Le CCCA et la SSTA ont par la suite présenté ce document au Comité mixte spécial sur la Constitution canadienne lors d'audiences publiques.

Rencontre avec le Comité consultatif des services en français

Le 29 octobre 1991, le CCCA a présenté un rapport sur les consultations publiques identifiant les besoins en matière de services en français au gouvernement provincial. L'information a par la suite été envoyée aux sous-ministres de chaque ministère en cause afin qu'ils puissent tenir compte de ces demandes lors de la présentation de leurs mesures pour l'année 1992/1993 en vertu de l'Entente-cadre Canada/Î.-P.-É. sur la promotion des langues officielles.

Rencontre avec l'honorable Joseph A. Ghiz

Le 4 décembre 1991, des membres du CCCA et de la SSTA ont rencontré l'honorable Joseph A. Ghiz à propos de l'avenir des services en français à l'Î.-P.-É.

RÉALISATIONS

ENTENTE-CADRE CANADA/ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD SUR LA PROMOTION DES LANGUES OFFICIELLES

Voici quelques-uns des projets réalisés en vertu de l'entente-cadre :

- le maintien d'un bureau du gouvernement provincial ainsi que d'un comité consultatif pour Tignish et les environs;
- le maintien du Centre de services régional Évangéline et du Secrétariat des affaires francophones;
- la mise sur pied d'activités de développement du produit touristique acadien mettant en valeur le patrimoine linguistique et culturel des Acadiens;
- l'amélioration des programmes et des services culturels du gouvernement provincial destinés à promouvoir les arts et la culture des Acadiens francophones et en élaborer des nouveaux;
- le maintien d'un programme de formation linguistique pour un nombre toujours croissant de fonctionnaires provinciaux qui doivent servir la population francophone;
- le parrainage d'un cours de préposé aux soins en établissement;
- l'augmentation des services bilingues offerts par les bibliothèques communautaires et les hôpitaux de la province;
- un appui financier au Carrefour de l'Isle-Saint-Jean, au Centre des arts de la Confédération et au nouveau Musée acadien;
- l'embauche d'une bibliothécaire bilingue et d'une technicienne en bibliothéconomie, d'un agent de développement en artisanat, d'une travailleuse sociale, de deux auxiliaires familiales bilingues, de deux préposés aux soins en établissement et d'une traductrice pour le Secrétariat des affaires francophones;
- le maintien de tous les postes bilingues existants.

Le CCCA a tenu quatre consultations publiques auprès de la population francophone à l'Î.-P.-É. afin de la sensibiliser aux progrès réalisés par le gouvernement provincial en matière de services bilingues ainsi que pour en recueillir les recommandations sur les besoins de la communauté francophone. À la suite des consultations publiques, le CCCA a présenté un mémoire au gouvernement provincial faisant état des besoins et des aspirations des francophones et lui demandant d'en tenir compte lors de la préparation des projets pour l'année 1992-1993 dans le cadre de l'entente.

ACCORD DE COOPÉRATION ET D'ÉCHANGES QUÉBEC/ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Au cours de l'année, plusieurs projets de coopération ont été réalisés dans le cadre de cet accord, dont :

- un échange d'une durée de trois mois pour huit étudiants de chaque province;
- un appui financier au Centre des arts de la Confédération pour la présentation de la pièce Broue, ainsi que pour son programme d'embauche de guides nationaux pour l'été;
- la participation d'un groupe québécois au Festival d'automne du patrimoine;
- la participation d'un groupe insulaire à l'Estival Juniart du Québec;
- l'acquisition de livres et de périodiques de langue française pour le système provincial des bibliothèques;
- un appui à la promotion du produit touristique et culturel acadien au Québec.

ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LES PROVINCES MARITIMES

Les Provinces maritimes renforcent continuellement leur coopération dans le but de faciliter le développement et la prestation des services en français et de favoriser l'échange d'information et de partage des ressources. Les dossiers d'intérêt commun ayant été concrétisés au cours de la dernière année sont ceux de la mise sur pied de rencontres régulières entre les dirigeants des affaires francophones des provinces et territoires du Canada et la signature d'une entente bilatérale entre les Provinces maritimes et la Louisiane visant principalement les domaines de l'éducation et de la culture.

MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

À la suite de la démission de monsieur Léonce Bernard de son poste de ministre responsable des Affaires francophones, l'honorable Joseph A. Ghiz a pris en charge ces fonctions. Les membres du CCCA se réjouissent de la nomination de l'honorable Joseph Ghiz et expriment en même temps leur reconnaissance à monsieur Léonce Bernard pour l'extrême dévouement dont il a fait preuve dans l'exercice de ses fonctions.

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES FRANCOPHONES

En plus d'assurer le soutien administratif du CCCA, du Comité consultatif des services en français du gouvernement provincial, du Comité de gestion de l'Entente-cadre Canada/Î.-P.-É. sur la promotion des langues officielles et d'assurer un soutien administratif au ministre responsable des affaires francophones, le Secrétariat s'occupe de nombreux dossiers touchant la francophonie dans la province. Il voit entre autres à l'orientation des fonctionnaires provinciaux bilingues en matière de prestation et d'offre active de services en français, à la prestation de services de traduction à la province, à la parution d'articles dans La Voix acadienne, le journal de langue française de l'Î.-P.-É., à la mise en ondes d'entrevues radiophoniques à l'émission «Bonjour Atlantique, édition de l'Î.-P.-É.», à la préparation de mémoires et de présentations sur les dossiers de l'heure, etc. Le Secrétariat vise continuellement à appuyer le gouvernement provincial dans l'amélioration de sa capacité de fournir des services en français à la communauté francophone.

STRATÉGIE DE COMMUNICATION

Au cours de la présente période, le CCCA a voulu faire la promotion des services en français offerts par le gouvernement provincial. C'est ainsi qu'il s'est joint au Secrétariat des affaires francophones pour ce faire. Voici quelques-uns des projets entrepris :

- la tenue de consultations publiques dans le but de sensibiliser la communauté francophone aux réalisations du gouvernement provincial en matière de prestation de services en français ainsi que pour identifier les besoins des francophones de la province;
- l'établissement d'un poste d'agent de liaison pour la région de Charlottetown afin d'élargir la gamme de services offerts en français et d'en assurer l'accessibilité et la promotion.

Les membres du CCCA sont heureux de constater que par l'entremise du Comité, le gouvernement consulte sans cesse la population francophone pour établir les priorités en matière de services en français.

L'ÉDUCATION EN FRANÇAIS À L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

L'ouverture du Carrefour de l'Isle-Saint-Jean qui abrite maintenant l'école François-Buote est sans aucun doute l'événement le plus important de l'année 1991 dans le secteur de l'éducation en français à l'Î.-P.-É. L'école relève de l'Unité scolaire numéro 5 qui est chargée de gérer l'éducation en français pour toute la province. Au cours de l'année, le CCCA a fait part de son opinion sur la réforme gouvernementale dans le secteur de l'éducation.

COURS DE PRÉPOSÉ AUX SOINS EN ÉTABLISSEMENT

Étant donné le besoin permanent d'offrir des services bilingues dans les foyers Summerset et Wedgewood de Summerside et dans le foyer Maplewood d'Alberton, le gouvernement provincial en collaboration avec le collège Holland, a permis à quatre personnes bilingues de suivre le cours de préposé aux soins en établissement. Ce cours a été donné par un professeur anglais mais les apprenants ont disposé de l'assistance d'une tutrice bilingue. Ce cours leur permettra ainsi de travailler avec les aîné(e)s dans une institution publique ou privée ou d'accéder à un poste avec l'équipe de Soins et d'appui à domicile du ministère de la Santé et des Services sociaux de l'Î.-P.-É.

SERVICES HOSPITALIERS EN FRANÇAIS

La Commission des services hospitaliers et des services de santé de l'Î.-P.-É., avec l'aide de la coordonnatrice des services hospitaliers en français, continue d'améliorer les services hospitaliers en français dans les hôpitaux de l'Î.-P.-É. par l'embauche d'infirmières auxiliaires bilingues additionnelles, la formation linguistique du personnel hospitalier, la création de comités consultatifs hospitaliers pour les hôpitaux de Summerside et de Charlottetown, la traduction continue de documents à caractère informatif, etc. Ces initiatives ont été prises dans le but de répondre aux besoins permanents de la communauté francophone dans ce domaine. De plus, un service bilingue disponible 24 heures sur 24 a également été établi avec le Centre anti-poison de l'hôpital IWK de Halifax avec un numéro sans frais.

L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DES MARITIMES

Étant donné les nombreux avantages possibles qu'une telle intégration pourrait apporter aux francophones de l'Î.-P.-É., le CCCA a présenté un mémoire à ce sujet afin de s'assurer que l'opinion des francophones de l'Î.-P.-É. soit prise en considération lorsque les provinces passeront à l'action à ce sujet.

COMITÉS CONSULTATIFS DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Lors de consultations publiques tenues par le CCCA, les francophones de l'Î.-P.-É. ont manifesté le désir d'être représentés au sein de divers comités consultatifs de la province afin d'exprimer leurs opinions et leurs besoins et de prendre part au processus de développement de la province. C'est donc avec optimisme que les membres du CCCA constatent que le gouvernement provincial tiendra compte à l'avenir de la représentativité francophone lors de nominations au sein de divers comités consultatifs provinciaux identifiés par le CCCA.

LIGNES DIRECTRICES DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL ACADIEN

À la suite d'une évaluation des lignes directrices du Programme de développement culturel acadien, les membres du CCCA sont heureux de constater que les intervenants culturels sentent qu'il existe maintenant un processus juste et équitable. De plus, le ministère des Affaires communautaires et culturelles est satisfait des résultats de la première année de fonctionnement du programme à la suite de l'élaboration de ces lignes directrice.

CENTRE ACADIEN DU TOURISME

Le CCCA a donné son appui à la fondation du Centre acadien du tourisme qui se voue au développement et à la promotion du produit touristique acadien et dont le siège social sera situé dans la Péninsule acadienne au Nouveau-Brunswick.

REPRÉSENTATIONS

Le CCCA a délégué des représentants aux activités suivantes :

- la manifestation contre les compressions budgétaires de Radio-Canada, en janvier 1991;
- le SYMPOSIUM sur la citoyenneté tenu le 16 avril 1991;
- l'assemblée annuelle de la Société Saint-Thomas d'Aquin, les 4 et 5 mai 1991;
- la rencontre de consultation et de fondation du Centre acadien du tourisme, les 10 et 11 mai 1991;
- l'assemblée annuelle de Jeunesse Acadienne, les 10, 11 et 12 mai 1991;
- l'assemblée annuelle de la Société nationale des Acadiens qui a eu lieu les 24, 25 et 26 mai 1991;
- la journée d'information sur les services en français du Secrétariat des affaires francophones, le 5 juin 1991;
- la réception donnée en l'honneur des finissants du Programme de formation linguistique de la fonction publique provinciale, le 13 juin 1991;
- la rencontre intitulée «Projet de Société - Dessein 2000 : Pour un espace francophone» qui a eu lieu les 14, 15 et 16 juin 1991;
- la réception donnée en l'honneur des membres du Comité du Cabinet chargé de l'unité canadienne et des négociations constitutionnelles, le 1er août 1991;
- la fête nationale des Acadiens, le 15 août 1991;
- l'ouverture officielle de la bibliothèque du Carrefour de l'Isle-Saint-Jean qui a eu lieu le 16 octobre 1991;
- la session d'évaluation du Programme de développement culturel acadien et de ses lignes directrices, le 27 novembre 1991;
- la consultation du Secrétariat d'État sur les priorités de développement de la communauté acadienne et francophone de l'Î.-P.-É., le 30 novembre 1991;
- la rencontre interministérielle du Conseil des arts Évangéline tenue le 4 décembre 1991.

DOSSIERS À SUIVRE

ENTENTES BILATÉRALES

Le CCCA continuera de suivre de près la mise en oeuvre des diverses ententes bilatérales de la province relatives à la communauté francophone.

SANTÉ

Puisque les services hospitaliers et les services de santé aux aînés demeurent des besoins permanents pour la communauté francophone, le CCCA devra continuer à suivre ce dossier pour s'assurer de l'expansion continuelle de la prestation de ces services bilingues.

QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES

Étant donné l'importance des débats qui se poursuivent actuellement au pays, le CCCA tient à s'assurer que l'opinion et les droits des Acadiens et francophones insulaires soient considérés et respectés lorsque les différents paliers de gouvernement agiront dans ce dossier.

RENOUVELLEMENT ET ÉVALUATION DE L'ENTENTE-CADRE

Le CCCA devra également s'assurer de l'évaluation et du renouvellement de l'entente-cadre car cela est primordial pour assurer la continuité du développement de services en français par la communauté francophone et par le gouvernement provincial.

INTÉGRATION ÉCONOMIQUE DES MARITIMES

Étant donné que le secteur économique joue un rôle crucial dans le développement de toute communauté, le CCCA se penchera sur la question de l'intégration économique des Provinces maritimes, surtout en ce qui a trait aux effets d'une telle intégration sur la communauté acadienne et francophone de l'Î.-P.-É.

RAPPORT FINANCIER

DU 1er AVRIL 1991 AU 31 MARS 1992

Honoraires		
Budget approuvé		7 300,00 $
Dépenses		7 273,90 $
Montant non-utilisé		**26,10 $**
FONCTIONNEMENT		
Revenu		
Subvention		5 800,00 $
Solde en caisse au 1er avril 1991		1 392,33 $
	Total	**7 192,33 $**
Dépenses		
Frais de déplacement (membres)		2 496,50 $
Soupers-réunions		1065,76 $
Repas (membres)		44,00 $
Inscription (réunions)		75,00 $
Publicité		563,81 $
Location de salle		60,00 $
Fourniture de bureau		195,40 $
Équipement de bureau		144,33 $
Frais d'administration		23,10 $
Photocopies		650,00 $
Timbres		192,11 $
RRapport annuel 1989 et 1990		576,75 $
Rapport annuel 1991		445,00 $
Divers		98,20 $
	Total	**6 629,96 $**
Solde au 31 mars 1992		**562,37 $**

"Le Comité Acadien"

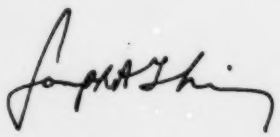
ANNUAL REPORT

Lieutenant Governor of
Prince Edward Island
The Honorable Marion Reid

May it please Your Honor:

I am honored to submit the Annual Report of the Acadian Communities Advisory Committee (ACAC) for the period January 1st, 1991 to December 31, 1991 as well as the financial report for the period April 1st, 1991 to March 31, 1992.

Your obedient servant,



Joseph A. Ghiz
Minister responsible for
Francophone Affairs

"Le Comité Acadien"

Honorable Joseph A. Ghiz
Minister responsible for
Francophone Affairs
P.O. Box 2000
Charlottetown, P.E.I.
C1A 7N8

Dear Minister:

It gives me great pleasure to submit the Annual Report of the Acadian Communities Advisory Committee (ACAC) for the period January 1st, 1991 to December 31, 1991 as well as the financial report for the period April 1st, 1991 to March 31, 1992.

Yours truly,

Florence Hardy

Florence Hardy
Chairperson

TABLE OF CONTENTS

INTRODUCTION 1

COMMITTEE MEMBERS 2

TERMS OF REFERENCE 3

MEETINGS

- Monthly meetings 4
- Sub-committee meetings 4
- Special meetings ..... 4 and 5

ACCOMPLISHMENTS

- Canada-Prince Edward Island General Agreement on the Promotion of Official Languages 6
- Quebec-Prince Edward Island Co-operation and Exchange Agreement 6
- Maritime Provinces Co-operation Agreement 6
- Minister Responsible for Francophone Affairs 7
- Francophone Affairs Secretariat 7
- Communication Stragety 7
- French Education on P.E.I. 7
- Resident Care Worker Course 7
- French Hospital Services 8
- Maritime Economic Integration 8
- Prince Edward Island Advisory Committee 8
- Acadian Cultural Development Program Guidelines 8
- Acadian Tourism Center 8
- Representation 9

ISSUES TO FOLLOW

- Bilateral Agreements 10
- Health 10
- Constitutional Issue 10
- General Agreement Renewal and Evaluation 10
- Maritime Economic Integration 10

FINANCIAL REPORT

- From April 1st, 1991 to March 31, 1992 11

INTRODUCTION

The Acadian Communities Advisory Committee is pleased to present its Annual Report for January 1st, 1991 to December 31, 1991 as well as its financial report from April 1st, 1991 to March 31, 1992 to the Government of Prince Edward Island.

The object of this report is to inform the Provincial Government of the various activities held during the past year and keep the province informed of our concerns.

We appreciate the Provincial Government's support with regards to francophone issues and for the progress made to date within the francophone community. The great number of government accomplishments in this regard during the past years proves that the province recognizes the legitimacy of the needs of the francophone community.

COMMITTEE MEMBERS

Chairperson:	Florence Hardy, Miscouche
Vice-chairman:	Robert Arsenault, Central Queens/Eastern Kings area
Treasurer:	Edgar Arsenault, Evangeline Area
Members:	Melvina DesRoches, West Prince area Antoine Richard, Evangeline area Linda Giguère, Central Queens/Eastern Kings area Diane Bernier-Ouellette, East Prince Area Nicole Drouin, Youth representative until April 1991 Monique Bernard, Youth representative since June 1991
Ex officio member:	Rejeanne Gallant, Administrative Secretary

TERMS OF REFERENCE

The purpose of this committee is generally to advise the Provincial Government on how its policies and programs respond to the specific needs of the Acadian communities of Prince Edward Island. It also provides the focus for a broadly based representation of Island Acadians in consulting with their Provincial Government if required.

More specifically, the Acadian Communities Advisory Committee must:

- advise the government, through the minister, as to how its policies and programs are responding to the specific needs of the Acadian communities of Prince Edward Island;
- provide focus for the Acadian communities' input to program development and implementation;
- provide focus for the Acadian communities' input and for government involvement in development initiatives specifically related to the Acadian communities;
- suggest evaluation procedures for government programs and services which are directed towards Acadian communities;
- assume other functions as deemed appropriate by Government;
- receive direction from and report directly to the Minister designated by the Lieutenant Governor-in-Council to be responsible for the Acadian Communities Advisory Committee;
- present a financial report according to the financial exercise from April 1 to March 31 as well as an annual report of activities for the period from January 1 to December 31.

MEETINGS

MONTHLY MEETINGS

The Acadian Communities Advisory Committee held eight monthly meetings in 1991 with an average attendance rate of 81.3 percent.

SUB-COMMITTEE MEETINGS

The ACAC presently comprises five sub-committees: terms of reference/law, culture/tourism, education/youth, politics/economy and hospital services and others. The ACAC sub-committees held eight meetings during 1991 with an average attendance rate of 83.3 percent.

SPECIAL MEETINGS

The following are the summaries of our eight special meetings held during the period covered by this report.

Meeting with the *Société Saint-Thomas d'Aquin*

On January 16, 1991, the members of the ACAC met with the *Société Saint-Thomas d'Aquin* (SSTA) management to discuss the following issues:

- Canada-Prince Edward Island General Agreement on the Promotion of Official Languages
- Radio-Canada Budget Restraints
- Future of French Services on P.E.I.
- Island Acadian representation outside the province.

Citizens' Forum

The members of the ACAC met on March 26, 1991 with Paul D. Gallant, French leader for the Citizens' Forum team on P.E.I., to voice their concerns regarding national unity.

Meeting with the Honorable Leonce Bernard

The object of this meeting held on May 14, 1991 was to present the ACAC's plan of action to Leonce Bernard, Minister responsible for Francophone Affairs. The following topics were discussed:

- Future of French Services on P.E.I.
- Country's Constitutional Issue
- Organizing a consultation for the francophone community in preparation of the renewal of the General Agreement.

Government Reform Meeting

The object of this meeting of May 14, 1991 was to obtain further information on the provincial government reform project. The following items were discussed:

- Objectives of the Government Reform Project;
- Overview of the discussions taking place in various sectors and of the reform process;
- Youth Sector

Meeting with the Special Provincial Committee on the Constitution of Canada

The ACAC presented a brief to the Special Provincial Committee on the Constitution of Canada on May 28, 1991. This brief contained the concerns and aspirations of the francophone community regarding the Canadian Constitution.

Meeting with the Special Joint Committee on the Constitution of Canada

On October 4, 1991, the members of the ACAC met with the SSTA management to develop a document which would reflect the concerns and aspirations of the francophone community regarding the 28 federal recommendations on constitutional reform. The ACAC and the SSTA then presented this document to the Special Joint Committee on the Constitution of Canada during public hearings.

Meeting with the French Services Advisory Committee

On October 29, 1991, the ACAC presented a report on public consultations identifying the needs for French services within the Provincial Government. The information was then forwarded to the deputy ministers of the Departments in question in order that these needs be taken into consideration when presenting their measures for 1992-1993 under the Canada-Prince Edward Island General Agreement on the Promotion of Official Languages.

Meeting with the Honorable Joseph A. Ghiz

On December 4, 1991, members of the ACAC and the SSTA met with the Honorable Joseph A. Ghiz to discuss the future of French services on P.E.I.

ACCOMPLISHMENTS

CANADA-PRINCE EDWARD ISLAND GENERAL AGREEMENT ON THE PROMOTION OF OFFICIAL LANGUAGES

The following are a few of the projects carried out under the General Agreement:

- continued support for the Tignish and Area provincial government office and advisory board;
- continued support for the Evangeline Regional Services Center and Francophone Affairs Secretariat;
- establishment of activities for the development of the Acadian tourism product promoting the Acadians' linguistic and cultural heritage;
- improvement of the provincial government's cultural programs and services aimed at promoting French Acadian art and culture and developing new ones;
- continued support for a language training program for an ever increasing number of provincial civil servants who must provide services to the francophone population;
- sponsorship of a resident care worker course;
- increase in bilingual services provided by the province's community libraries and hospitals;
- financial support to the *Carrefour de l'Isle-Saint-Jean*, the Confederation Center of the Arts and the new Acadian Museum;
- hiring of a bilingual librarian and library technician, craft development officer, social worker, two bilingual visiting homemakers, two resident care workers and a translator for the Francophone Affairs Secretariat;
- continued support for all existing bilingual positions.

The ACAC held four public consultations with the Island francophone population in order to create an awareness to the progress made by the Provincial Government regarding bilingual services as well as to obtain recommendations on the needs of the francophone community. Following these public consultations, the ACAC presented a brief to the Provincial Government stating the needs and aspirations of the francophone population and asking that these needs be taken into consideration when preparing projects for the year 1992-1993 under the General Agreement.

QUEBEC-PRINCE EDWARD ISLAND CO-OPERATION AND EXCHANGE AGREEMENT

During the year, several co-operation projects were carried out under this agreement, including:

- three month exchange for eight students from each province;
- financial assistance to the Confederation Center of the Arts for the presentation of the play Brew and for the National Guides Summer Program;
- participation of a Quebec group in the Heritage Fall Festival;
- participation of an Island group in the Quebec *Estival Juniart*;
- acquisition of French books and magazines for the provincial library network;
- support for the promotion of the Acadian tourism and cultural product in Quebec.

MARITIME PROVINCES CO-OPERATION AGREEMENT

The Maritime Provinces continue to strengthen their co-operation in order to facilitate the development and delivery of French services and promote information exchange and resource sharing. Activities of common interest carried our during the past year were the organization of regular meetings between provincial and territorial francophone affairs officials and the signing of a bilateral agreement between the Maritime Provinces and the State of Louisiana basically in the fields of education and culture.

MINISTER RESPONSIBLE FOR FRANCOPHONE AFFAIRS

Further to the resignation of the Honorable Leonce Bernard as Minister responsible for Francophone Affairs, Honorable Joseph A. Ghiz assumed the responsibility. The members of the ACAC are quite pleased with the designation of Mr. Ghiz as their minister and have expressed their appreciation to Leonce Bernard for his tireless dedication.

FRANCOPHONE AFFAIRS SECRETARIAT

In addition to providing administrative support to the ACAC, the Provincial Government French Services Advisory Committee, the Canada-Prince Edward Island General Agreement on the Promotion of Official Languages Management Committee and to the Minister responsible for Francophone Affairs, the Secretariat deals with many issues pertaining to the French population on the Island. Its mandate includes providing orientation to bilingual civil servants with regards to the delivery and active offer of French services; providing translation services to the Provincial Government; preparing texts for *La Voix acadienne*, the Island's French language weekly; preparing interviews for the radio show *Bonjour Atlantique, édition de l'Î.-P.-É.*; developing briefs and presentations on current issues, etc. The Secretariat continues to support the Provincial Government in its effort to improve the provision of French services to the francophone community.

COMMUNICATION STRATEGY

During the period covered by this report, the ACAC has promoted French services provided by the Provincial Government and has joined forces with the Francophone Affairs Secretariat to do so. As a result, the following projects were carried out:

- public consultations in order to sensitize the francophone community to the accomplishments of the Provincial Government with regards to French service delivery as well as to identify the needs of the province's francophone population;
- establisment of a liaison officer position for the Charlottetown area in order to increase the number of services provided in French and to ensure availability and promotion.

The members of the ACAC are pleased to note that through their Committee, the government continues to consult with the francophone population to establish priorities for French services.

FRENCH EDUCATION ON PRINCE EDWARD ISLAND

The opening of the *Carrefour de l'Isle-Saint-Jean* which now houses the *François-Buote* School is undoubtedly the most important event of 1991 in the French education sector on P.E.I. This school comes under School Unit 5 which administers French education for the whole province. During the year, the ACAC has voiced its opinion on government reform in the education sector.

RESIDENT CARE WORKER COURSE

Given the permanent need to offer bilingual services in the Summerset and Wedgewood Manors in Summerside and in the Maplewood Manor in Alberton, the Provincial Government in cooperation with Holland College, has allowed four bilingual students to take the resident care worker course. This course was given by an English speaking instructor but students were assisted by a bilingual tutor. The course will allow students to work with seniors in a public or private institution or to obtain employment with the Home Care and Support Team of the P.E.I. Department of Health and Social Services.

FRENCH HOSPITAL SERVICES

The Hospital and Health Services Commission, with the assistance of the French Hospital Services Co-ordinator, continues to improve French services within the Island's hospitals by hiring additional bilingual registered nurses, providing language training for hospital staff, creating hospital advisory committees for the Summerside and Charlottetown hospitals, obtaining translation for public information documents, etc. These initiatives were taken in order to meet the needs of the francophone population on a permanent basis. In addition, bilingual services are available from a toll free number 24 hours a day from the Poison Control Center at the IWK hospital in Halifax.

MARITIME ECONOMIC INTEGRATION

Given the many potential advantages such an integration could provide to Island francophones, the ACAC presented a brief on the subject in order to ensure that the opinion of Island francophones are taken into consideration when provinces take action on this issue.

PRINCE EDWARD ISLAND ADVISORY COMMITTEES

During the public consultations held by the ACAC, Island francophones insisted that they be represented on various provincial advisory committees in order to express their opinions and needs and take part in the province's development process. The members of the ACAC were pleased to note that the provincial government will now take into consideration francophone representation when appointing members to various provincial advisory committees identified by the ACAC.

ACADIAN CULTURAL DEVELOPMENT PROGRAM GUIDELINES

Further to the evaluation of the Acadian Cultural Development Program Guidelines, members of the ACAC were pleased to note that cultural representatives felt that a fair and equitable process has been established. In addition, the Department of Community and Cultural Affairs is satisfied with the results of the first year operation of the program further to the development of these guidelines.

ACADIAN TOURISM CENTER

The ACAC supports the founding of the Acadian Tourism Center with headquarters in New Brunswick's Acadian Peninsula; this center will develop and promote the Acadian tourism product.

REPRESENTATION

The ACAC has delegated representatives to the following activities:

- demonstrations against Radio-Canada budget restraints in January 1991;
- Citizenship SYMPOSIUM on April 16, 1991;
- annual meeting of the *Société Saint-Thomas d'Aquin* May 4 and 5, 1991;
- consultation and founding meeting of the Acadian Tourism Center, May 10 and 11, 1991;
- annual meetging of *Jeunesse Acadienne*, May 10, 11, and 12, 1991;
- annual meeting of the *Société nationale des Acadiens* held on May 24, 25, and 26, 1991;
- Francophone Affairs Secretariat Information Day on French Services on June 5, 1991;
- reception for students having completed the Provincial Civil Services Language Training Program on June 13, 1991;
- meeting entitled *Projet de société - Dessein 2000 : Pour un espace francophone* held on June 14, 15, and 16, 1991;
- reception for members of the Cabinet Committee responsible for Canadian unity and constitutional negotiations, August 1st, 1991;
- National Acadian Day, August 15, 1991;
- official opening of the *Carrefour de l'Isle-Saint-Jean* library on October 16, 1991;
- evaluation session on the Acadian Cultural Development Program and guidelines, November 27, 1991;
- Secretary of State consultation on development priorities of the Island Acadian and francophone community on November 30, 1991;
- meeting between government officials and representatives of the Evangeline Arts Council held on December 4, 1991.

ISSUES TO FOLLOW

BILATERAL AGREEMENTS

The ACAC will closely follow the implementation of various provincial bilateral agreements regarding the francophone community.

HEALTH

Since hospital and health services to the elderly are permanent needs for the francophone community, the ACAC will have to continue to follow the issue to ensure the continued expansion of bilingual health services.

CONSTITUTIONAL ISSUES

Given the importance of the debates presently under way in the country, the ACAC wants to ensure that the opinions and rights of Island Acadians and francophones be considered and respected when different government levels take action on this issue.

GENERAL AGREEMENT RENEWAL AND EVALUATION

The ACAC will also have to ensure that the evaluation and renewal of the general agreement are carried out. This is instrumental to ensure the continued development of French services by the francophone community and Provincial Government.

MARITIME ECONOMIC INTEGRATION

Since the economic sector plays an important role in the development of the whole community, the ACAC will examine the Maritime Provinces Economic Integration issue, especially with regards to the effects of such an integration on the Island Acadian and francophone community.

FINANCIAL REPORT

FROM APRIL 1, 1991 TO MARCH 31, 1992

Honorarium		
Approved budget		$ 7,300.00
Expenses		$ 7, 273.90
Amount unused		**$ 26.10**
OPERATION		
Revenue		
Grant		$ 5,800.00
Account balance - April 1, 1991		$ 1,392.33
	Total	**$ 7,192.33**
Expenses		
Travel expenses (members)		$ 2, 496.50
Supper-meetings		$ 1, 065.76
Meals (members)		$ 44.00
Registration (meetings)		$ 75.00
Advertising		$ 563.81
Leasing (meeting room)		$ 60.00
Stationery		$ 195.40
Office Equipment		$ 144.33
Administration fees		$ 23.10
Photocopies		$ 650.00
Postage		$ 192.11
Annual Report 1989 and 1990		$ 576.75
Annual Report 1991		$ 445.00
Miscellaneous		$ 98.20
	Total	**$ 6,629.96**
Balance to March 31, 1992		**$ 562.37**